barquèrent le 9, et immédiatement les commissaires représentant les trois puissances adressèrent à la nation mexicaine une proclamation rédigée par le général Prim, qui avait décidément pris la direction de l'expédition. « Les trois nations, était-il dit dans cette proclamation, ont une ambition plus élevée que celle d'obtenir satisfaction des outrages dont on les a frappées.... Elles viennent tendre une main amie au peuple, qu'elles voient avec douleur consumer ses forces, éteindre sa vitalité sous la funeste action des guerres civiles et de perpétuelles convulsions. Ayez confiance dans la bonne foi des alliés, dans leurs intentions loyalement bienveillantes. Ne craignez rien des esprits inquiets et brouillons : s'ils viennent essayer de vous troubler, votre attitude courageuse et résolue saura les confondre, tandis que nous, impassibles, nous présiderons au grand spectacle de votre régénération, enfin assurée par l'ordre et par la liberté. »

Cette proclamation, il faut bien le dire, mécontenta les cabinets de Paris, de Londres et de Madrid. A partir de ce moment, la mésintelligence se déclara entre les commissaires : les Anglais recherchaient une solution pacifique; Prim, après être parti en guerre, voyant que ni son pays ni lui-même n'avaient aucun profit à en tirer, prêchait aussi la paix; l'amiral Jurien de la Gravière et M. de Saligny, obéissant, le premier aux instructions de son gouvernement, le second à ses sentiments personnels, voulaient une action prompte et décisive. Ces dissentiments étaient encore augmentés par la présence des émigrés mexicains qui cherchaient à rentrer dans leur pays sous la protection des drapeaux étrangers. L'ancien président conservateur, Miramon, avait été amené par Prim lui-même. Les commissaires anglais, invoquant les griefs de leur nation au sujet des mesures prises autrefois par Miramon pendant sa présidence, annonçaient leur intention de l'arrêter aussitôt qu'il aurait quitté le navire espagnol. Après de longues négociations, les délégués français et espagnols obtinrent que les Anglais se contentassent de son renvoi à la Havane : ils ne purent obtenir l'éloignement de M. Almonte, homme d'Etat conservateur et modéré, ancien ministre du Mexique en France sous la présidence de Miramon, qui, honoré de la sympathie et de la confiance de l'empereur Napoléon III, était venu s'installer

auprès de M. de Saligny. De là, il adressait des manifestes à la nation mexicaine. Son intervention eut pour effet de surexciter le parti avancé et d'amener Juarès à prendre des mesures de proscription; c'est alors que fut promulguée la loi du 25 janvier 1862, prononçant la peine de mort contre les étrangers qui avaient envahi le territoire sans déclaration de guerre, et contre les Mexicains qui les seconderaient de quelque manière que ce fût, assisteraient à des juntes ou accepteraient des emplois donnés par eux ou par leurs délégués : cette loi devait plus tard être invoquée et appliquée contre l'empereur Maximilien.

Pour le moment, le plus pressé était d'arracher les troupes débarquées au séjour malsain de la zone des terres chaudes, et de les porter dans l'intérieur du pays, à une distance suffisante pour les soustraire, avant le printemps, au fléau de la fièvre jaune; mais la grosse difficulté à vaincre, pour obtenir ce résultat, était l'organisation des convois. En ce qui concerne la France, l'amiral Jurien de la Gravière avait dû faire construire des voitures par les ouvriers de la flotte, en commandant à la Havane les roues, les essieux et les harnais; il achetait à des prix excessifs tout ce qu'il pouvait trouver autour de Vera-Cruz en fait de mules et de harnais. Bref, en déployant la plus grande activité, on parvint à réunir pour la fin de février 17 chariots à quatre roues et 30 charrettes à deux roues, pouvant porter 50,000 kilogrammes, soit huit jours de vivres pour 3,200 hommes; le nombre des animaux à nourrir s'élevait à environ 1,100. A la même époque, fut terminée l'organisation de la batterie de montagne et de la batterie de 4.

Pendant ce temps, les négociations avaient continué. Dès le 11 janvier, les alliés avaient pris possession du petit village de la Tejeria, situé à douze kilomètres de Vera-Cruz, pour le moment tête de ligne du chemin de fer en construction, qui devait plus tard relier Vera-Cruz à Puebla et à Mexico. Les troupes françaises et espagnoles supportaient difficilement les fatigues de cette première et courte marche. Les hommes, accablés par la chaleur, tombaient sur les côtés de la route. Heureusement elles ne rencontrèrent pas de résistance : les Mexicains se retirèrent devant elles; le général Uraga, qui commandait l'armée mexicaine, montrait à l'égard

des commissaires alliés la plus grande courtoisie et les dispositions les plus pacifiques. Il n'en fut pas de même du général Zaragoza, ministre de la guerre, nommé pour remplacer Uraga. Cependant les commissaires alliés étaient unanimement d'avis de s'avancer au delà des limites des terres chaudes, pour y chercher des cantonnements plus salubres. Trois délégués, munis de sauf-conduits, furent députés à Mexico auprès du président Juarès, et les commissaires engagèrent le ministre des affaires étrangères, Doblado, à venir conférer avec Prim. Toutes ces démarches impliquaient la reconnaissance du gouvernement de Juarès par les alliés. Doblado s'empressa de venir au rendez-vous donné à la Puerga, localité située à moitié chemin de la Tejeria à la Soledad, où le général Zaragoza avait établi son quartier général. Ces négociations aboutirent à la fameuse convention de la Soledad, signée le 19 février 1862. Etablie sous forme de préliminaires de paix, elle autorisait l'occupation, par les forces alliées, des trois villes de Cordova, Orizaba et Tehuacan, situées dans la zone tempérée, pendant la durée des négociations; au cas où ces négociations viendraient à être rompues, les alliés devaient revenir en arrière des points actuellement gardés par l'armée mexicaine.

Evidemment, dans cette circonstance, le général Prim ne répondit pas à la confiance qu'avait mise en lui l'empereur Napoléon III. Sa conduite fut en désaccord absolu avec ses propos antérieurs. Les négociations qu'il ouvrait avec le gouvernement de Juarès impliquaient la reconnaissance de ce gouvernement; la convention de la Soledad, par laquelle les commissaires des trois puissances acceptaient, comme une sorte de concession gracieuse, la faculté de porter leurs troupes en avant, pour les ramener ensuite en arrière, donnait à Juarès et à son ministre un premier avantage sur les diplomates étrangers. Elle était, en outre, une cause de découragement pour les conservateurs qui auraient été tentés de se rallier à l'intervention européenne. Prim étant alors le chef de l'expédition, l'amiral Jurien de la Gravière se regarda comme engagé à accepter la convention négociée par lui. Investi du commandement des troupes françaises, l'amiral mettait, d'ailleurs, au-dessus de toute autre considération la nécessité urgente de les soustraire à l'influence pernicieuse

du climat des terres chaudes. Aux termes de la convention de Soledad, les troupes françaises, établies à Tehuacan, ne devaient pas, en cas de mouvement rétrograde, dépasser Cordova tant que les Espagnols ne s'en seraient pas retirés. Comme première conséquence significative de cette convention, le drapeau mexicain fut arboré à Vera-Cruz, à côté des drapeaux français, anglais et espagnol.

Nous avons donné, au chapitre précédent, la géographie générale du Mexique : il parait nécessaire d'entrer ici dans quelques détails sur le pays qu'allait parcourir et occuper la petite armée de l'amiral Jurien de la Gravière. La zone malsaine s'étend, à partir de Vera-Cruz, sur une largeur d'environ vingt lieues, jusqu'au Rio-Chiquihuite, torrent profondément encaissé, coulant dans une direction perpendiculaire à la route. La ville de Vera-Cruz, vue de la mer, présente l'aspect d'une ligne monotone de maisons basses, noircies par les pluies. Assise sur les sables, entourée de dunes arides et de lagunes croupissantes, elle est pour l'étranger le séjour le plus malsain du Mexique; « la fièvre jaune y règne en permanence, et quand un centre d'émigration lui fournit de nouveaux éléments, elle devient épidémique et d'une violence extrême (1). » Les églises sont vieilles et pauvres, les rues droites et désertes, sauf à l'heure matinale où les ordures, provenant du balayage des maisons, sont déposées devant les portes; alors se précipitent sur les ordures une bande de chiens et une nuée de petits vautours noirs, connus sous le nom de *zopilotes*, qui font en un instant table rase. Ce sont, pour ainsi dire, les nettoyeurs officiels de la ville : on les respecte, et il est défendu d'y toucher. Ces zopilotes, perchés sur les dômes, donnent aux églises un aspect tout particulier. Il en avait coûté cher à l'armée espagnole pour avoir laissé des malades dans Vera-Cruz au lieu de les embarquer à bord des bâtiments de la flotte. Les chefs de l'armée française ne commirent pas la même faute, mais il fallut bien, après s'être porté en avant, garder le port à Vera-Cruz, et la mortalité fut grande parmi les marins, plus particulièrement chargés de cette garde. Plus tard, une compagnie du 99e de ligne, laissée à Vera-Cruz par le général de

(1) Désiré Charnay, *Le Mexique*.

Lorencez, y perdit tous ses officiers et les deux tiers de son effectif.

Au sortir de Vera-Cruz, la route, simple chemin frayé, traversait des dunes de sable impraticables aux voitures chargées sur une distance d'environ trois kilomètres, puis un bois de la plus vigoureuse végétation, au sortir duquel se trouve le petit village ou plutôt le hameau de la Tejeria, entouré de marais. De la Tejeria à la Soledad, vingt-neuf kilomètres de distance, le terrain ne présente rien de particulier, si ce n'est quelques *barrancas* ou ravins assez profonds. A la Soledad, grand village offrant quelques ressources, passe le *Rio-Jamapa*, rivière assez considérable que la route franchit sur un pont d'environ cent vingt-cinq mètres de long, composé de cinq arches de vingt-cinq mètres, dont les piles en maçonnerie sont reliées par des fermes en bois supportant un tablier également en bois. Nous verrons plus tard les Mexicains brûler ce pont pour intercepter les communications entre Orizaba et Vera-Cruz. Un gué se trouve sur la gauche auprès du village de San-Diego : on y accède par des pentes assez douces à travers un pays très boisé. De la Soledad, la route va à Paso-Verde et à Camaron (village illustré par l'héroïque défense d'une compagnie du régiment étranger, au mois d'avril 1863). De Camaron au pont du Chiquihuite, il il n'y a plus que vingt-deux kilomètres. On y trouve d'abord le village de Paso-Ancho, en arrière duquel les commissaires alliés s'étaient engagés à retirer les troupes si les négociations n'aboutissaient pas à la paix, puis un ravin assez difficile à franchir à cause de la raideur des pentes, puis un autre ravin sur lequel est jeté le pont de San-Raphaël, d'une seule arche de douze mètres de portée, à quinze mètres au-dessus d'un torrent. Il existait sur le Chiquihuite un pont en pierre que les partisans de Juarès firent sauter lors de la marche de Miramon sur Vera-Cruz. Il avait été rétabli depuis lors au moyen d'une ferme en bois reliant les deux côtés en maçonnerie. Après le passage du Chiquihuite, la route s'élève sur le flanc de la montagne, dans lequel elle est taillée en corniche : trois batteries armées de pièces de 24, défendaient le passage du Chiquihuite, et enfilaient la route, qui, parvenue au point culminant, redescend jusqu'à la rivière Atoyac. On passait cette rivière sur un pont semblable à celui du Chiquihuite,

détruit comme lui lors de la marche de Miramon et réparé de la même manière; deux batteries de 24 défendaient le passage de l'Atoyac et la descente de la route. De là à Cordova, la route ne présentait plus de difficultés, si ce n'est le passage du torrent de Rio-Seco, sur lequel se trouvait un pont en bois en assez mauvais état, à sept kilomètres de Cordova. Cordova était une assez jolie ville, aux rues longues et droites, bâtie sur un contrefort, entre deux ravins, à 900 mètres d'altitude dans la zone tempérée, au milieu de terres richement cultivées. Après avoir gravi un second échelon, on parvient snr le plateau d'Orizaba, dont l'altitude est de 1,200 mètres. Le plateau d'Orizaba s'élève en pente douce jusqu'à 1,810 mètres, au pied des Cumbres d'Acultzingo, sorte de muraille naturelle, qui soutient à une altitude de 2,200 mètres le grand plateau d'Anahuac, où est située la ville de Puebla. Un peu plus loin se trouve sur la gauche la ville de Tehuacan. La route du Chiquihuite à Orizaba était défendue par cinq batteries. D'Orizaba à Tehuacan, il fallait franchir les Cumbres d'Acultzingo par une route qui, sur un développement de six kilomètres seulement, présente trente-deux lacets avant de déboucher sur le plateau d'Anahuac. Ces défenses naturelles ou artificielles tombaient par suite de la convention de la Soledad, mais la bonne foi des puissances alliées était engagée à les restituer à l'ennemi en cas d'hostilités.

Le général Prim, qui naguère semblait décidé à pousser vigoureusement l'action commune des trois puissances, avait complètement changé de manière d'être, et s'entendait maintenant avec les commissaires anglais pour entraver les mouvements de l'amiral Jurien de la Gravière, qui, sans s'arrêter aux objections de ses alliés, donna ses ordres de départ pour le 26 février. Prim, informé de cette détermination et vivement contrarié, dit : « Je ne suis pas prêt, mais je suivrai les Français. » Or, l'amiral ne tenait nullement à être suivi de près. Il désirait, au contraire, être libre de ses mouvements et se débarrasser des Espagnols, qui, tout en ne vivant pas en très bonne intelligence avec nos soldats, excitaient par leur présence la haine des Mexicains.

A la guerre, les marches sont souvent plus pénibles et parfois plus meurtrières que les combats. La marche des

troupes commandées par l'amiral Jurien de la Gravière, de Tejeria à Cordova, fut particulièrement difficile. L'itinéraire, préparé avec soin, prévoyait entre ces deux points sept étapes d'une moyenne d'environ quinze kilomètres. On devait mettre deux jours pour aller à la Soledad. Le premier de ces deux jours donna lieu à un spectacle navrant. Les marins débarqués n'étaient ni outillés ni préparés par leurs habitudes à la marche, et les soldats d'infanterie de marine étaient épuisés par un long séjour aux colonies; les soldats se traînaient sur la route, un tiers seulement arriva à l'étape : il fallut aller chercher les autres avec les chevaux du peloton de cavalerie et les mulets d'ambulance porteurs de bidons d'eau. Quant au convoi, il était resté en chemin. L'amiral se détermina à le laisser derrière lui marcher à petites journées et il quitta la Soledad le 2 mars, avec un convoi léger de six voitures, qui, lui-même, fut bientôt laissé en arrière. Heureusement on trouva des vivres frais au Chiquihuite, et l'armée parvint enfin, le 5 mars, à Cordova, dans un pays riche, où les ressources abondent. Le 10 mars, elle franchit assez facilement les Cumbres d'Acultzingo, et, remise de ses fatigues, elle fit son entrée à Tehuacan le 12 mars. Elle y fut rejointe par ses convois augmentés d'abord de vingt-trois chariots mexicains recueillis à Cordova, puis d'une quantité de matériel, de vingt-deux voitures, cinquante-quatre chevaux et deux cents mules achetés à l'amiral anglais, qui avait réuni tout cela pour se porter en avant, et que son gouvernement, désapprouvant toute opération à l'intérieur du Mexique, voulait lui laisser pour compte. Le tout avait coûté trois millions.

Pendant que la colonne, commandée par l'amiral Jurien de la Gravière, exécutait cette marche, le capitaine de vaisseau Roze commandait à Vera-Cruz l'escadre et les troupes à terre; tâche pénible et ingrate, dans l'accomplissement de laquelle les marins sous ses ordres, assujettis à un service qui excédait les forces de leur effectif réduit, faisaient preuve d'une abnégation peu commune.

En apprenant le débarquement prématuré des Espagnols à Vera-Cruz et l'élévation de leur effectif, l'empereur Napoléon III résolut d'envoyer au Mexique un renfort de 1,500 hommes. Instruit de ce projet, le maréchal Randon, ministre

de la guerre, qui se trouvait en congé dans l'Isère, s'écria que c'était envoyer 1,500 hommes à la boucherie; il partit immédiatement pour Paris, et obtint l'envoi d'une brigade complète sous les ordres du général de Lorencez. Cette brigade devait s'ajouter aux troupes déjà commandées par l'amiral Jurien de la Gravière, pour former une petite division; elle comprenait un bataillon du 2e zouaves, qui devait retrouver au Mexique le 1er bataillon de ce même régiment, le 99e de ligne, le 1er bataillon de chasseurs à pied, la 1re batterie du 9e d'artillerie, une compagnie du génie, un escadron du 2e chasseurs d'Afrique, une compagnie du train des équipages, et un très fort détachement de troupes d'administration et d'infirmiers, le tout présentant un effectif de 4,474 hommes et 616 chevaux, embarqués sur huit bâtiments de guerre. Le général de Lorencez, désigné au choix de l'empereur par ses qualités personnelles, est resté peu connu en dehors de l'expédition du Mexique (1). Petit-fils du maréchal Oudinot par sa mère, il s'était distingué en Crimée, où le grade de général de brigade lui avait été conféré le 11 juin 1855, pour sa brillante conduite à la prise du mamelon Vert (2).

En s'embarquant pour le Mexique, le général de Lorencez reçut des instructions en vertu desquelles il devait exercer, à terre, le commandement des troupes, tandis que l'amiral restait chef de l'expédition au point de vue politique, maritime et commercial. C'est lui qui avait à fixer, le cas échéant, les points de débarquement, la portée des opérations de guerre à accomplir. La position, comme on peut en juger, n'était pas bien définie.

Quoi qu'il en soit, le général de Lorencez, parti de Cherbourg le 28 janvier, débarqua le 6 mars à Vera-Cruz avec son état-major. Le chef d'état-major était le colonel Letellier-

(1) Né en 1814, sorti de l'école de Saint-Cyr avec le grade de sous-lieutenant en 1832, capitaine aux chasseurs d'Orléans en 1840, chef de bataillon aux zouaves en 1847, nommé après la prise de Zaatcha lieutenant-colonel au 7e de ligne, puis colonel au 49e.

(2) Nommé général de division quelque temps après son arrivée au Mexique, comme nous allons le voir, il commandait, pendant la guerre de 1870, la 3e division du 4e corps de l'armée du Rhin, qui combattit à Borny le 14 août, à Saint-Privat le 18, et à Servigny le 31; il a été admis au cadre de réserve le 3 juin 1879, et est actuellement en retraite.

Valazé, ancien aide de camp du général Changarnier [1]. Le sous-intendant, chef des services administratifs du corps expéditionnaire, était M. Raoul, né en 1820, ancien élève de l'Ecole polytechnique, d'où il était sorti comme sous-lieutenant d'artillerie, pour passer plus tard dans l'intendance. Actif, intelligent, doué d'un esprit fécond en ressources, M. le sous-intendant Raoul accomplit de véritables prodiges pour assurer la subsistance et le ravitaillement des troupes au Mexique, et imprima au service une telle impulsion, qu'après sa mort glorieuse, survenue, comme nous le verrons, à l'attaque manquée de Puebla, l'armée continua d'éprouver les bons effets de son administration éclairée. En attendant l'arrivée des bâtiments qui portaient les troupes de sa brigade, le général de Lorencez se mit au courant de la situation politique, l'état-major procéda à la reconnaissance du pays, et l'intendant organisa les convois. Par un heureux hasard, il put trouver à Vera-Cruz deux cent trente chariots mexicains solides, attelés chacun de douze mules vigoureuses, dont les propriétaires avaient été, aussitôt après la signature de la convention de la Soledad, autorisés par le général Zaragoza à reprendre leurs voyages de transport entre la mer et les hauts plateaux.

Le premier corps qui arriva de France à Vera-Cruz fut le 1er bataillon de chasseurs à pied, débarqué du 12 au 17 mars, et mis en route le 19 pour Cordova et Tehuacan [2]. Le général de Lorencez, laissant son chef d'état-major à Vera-Cruz, arriva lui-même dans cette dernière ville le 26 mars : il y trouva les négociations bien près d'être rompues. Les commissaires des trois puissances ne s'entendaient plus entre eux, ou du moins, les commissaires anglais et espagnols n'étaient que trop bien d'accord pour ne pas s'entendre avec la France. Au fond, l'amiral Jurien de la Gravière différait aussi d'avis avec M. de Saligny, qui inclinait de plus en plus vers une solution violente, tandis que l'amiral penchait vers une politique modérée, mais il se conformait franchement aux instructions de son gouvernement, inspirées, en fait, par les rapports du ministre plénipotentiaire, M. de Saligny. En outre, les relations des commissaires français avec le gouvernement de Juarès se tendaient de plus en plus. M. de Saligny et le général de Lorencez avaient permis au général Almonte, accompagné par plusieurs proscrits mexicains, de voyager sous l'escorte de nos troupes : ce fait excita les vives réclamations de Juarès et les plaintes des commissaires anglais et espagnols. Une dernière séance de la commission eut lieu le 9 avril, l'amiral Jurien et M. de Saligny s'opposèrent vivement à la demande qui leur était faite de renvoyer Almonte. Celui-ci arriva à Cordova le 23 mars, il avait dû être protégé par le 1er bataillon de chasseurs. Avec le général Almonte, se trouvaient le P. Francisco Miranda, ancien ministre de la justice sous la présidence de Miramon, un des membres les plus actifs du parti conservateur et religieux, et dom Antonio Haro y Tamaris, ancien ministre des finances, qui devait, après la chute de Maximilien et la ruine des espérances de son parti, se faire jésuite, et mourir au couvent de l'ordre, à Rome. A peine arrivés à Cordova, ces personnages se réunirent pour arrêter, conformément aux habitudes mexicaines, un programme ou *plan*, d'après lequel le général Almonte fut reconnu comme chef suprême intérimaire de la nation, jusqu'à l'occupation de Mexico par les troupes françaises. Ce général, se conformant aux habitudes invétérées depuis les guerres de l'Indépendance, adressa aussitôt une proclamation à la nation mexicaine. Il fut reconnu comme dictateur par les principaux chefs de l'armée conservatrice, tels que Zuloaga, Marquez, Cobos, Mejia et Galvez.

Les libéraux répondirent à cet acte en faisant passer par les armes le général Roblès, un des hommes les plus estimés du parti conservateur, qui se rendait à Tehuacan pour se mettre en relation avec l'amiral Jurien de la Gravière. L'exécution de Roblès présenta un caractère particulièrement dramatique et odieux ; il était lancé au galop sur la route de Tehuacan, lorsqu'au passage d'une barranca, il fut pris au lazzo par une bande de cavaliers et conduit à San-Andres, où le général Zaragoza donna simplement l'ordre de le fusiller. Arrêté le 21 avril, il fut conduit le 23 sur le lieu de l'exécu-

(1) Général de brigade en 1870 au 2e corps de l'armée du Rhin, se distingua à la bataille de Forbach et à celle de Rezonville, où il fut grièvement blessé ; sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre pendant la lutte soutenue contre la Commune par l'armée réunie à Versailles ; aujourd'hui en retraite.

(2) L'aumônier du corps expéditionnaire, M. l'abbé de Rebains, avait succombé aux atteintes du *vomito negro* et était mort à Camaron, victime de son dévouement.

1020002577

tion. Il avait un bras cassé et, malade de la fièvre, il pouvait à peine se traîner. Tous les fronts se découvraient sur son passage : la place publique était couverte d'une foule énorme; le peloton d'exécution attendait, l'arme au pied, l'arrivée du noble condamné, qui fut assis sur un fauteuil. Roblès, surmontant sa douleur, offrit de lui-même sa poitrine aux balles (1).

Roblès était un homme de la plus haute valeur; ingénieur distingué, vaillant soldat, il possédait l'instruction la plus étendue; il avait été candidat à la présidence de la république.

L'amiral annonça au gouvernement de Mexico sa résolution de quitter Tehuacan le 1er avril, pour se retirer derrière le Chiquihuite, et reprendre sa liberté d'action. M. de Saligny estimait, au contraire, que la convention de la Soledad, n'ayant pas été approuvée par l'empereur, n'engageait pas la France.

La conférence du 9 avril entre les commissaires fut marquée par des discussions très vives. M. de Saligny reprocha au général Prim d'avoir pensé à se faire couronner empereur du Mexique. L'alliance fut rompue, les commissaires anglais et espagnols déclarèrent leur intention de retirer leurs troupes du Mexique et de traiter directement avec le gouvernement de ce pays. Les commissaires français signifièrent à ce même gouvernement que les négociations n'ayant pas abouti, ils allaient retirer leurs troupes jusqu'à la ligne fixée par la convention de la Soledad, pour commencer les hostilités. La guerre était donc, par le fait, déclarée. Le général de Lorencez se replia sur Cordova, attendant, conformément aux termes de la convention de la Soledad, que la retraite des Espagnols fût terminée, pour reculer jusqu'à Paso-Ancho, d'où il se proposait de revenir immédiatement sur le Chiquihuite. A ce moment, le général Zaragoza lui fournit, par une démarche maladroite, le prétexte qu'il cherchait pour s'affranchir des engagements résultant de la convention de la Soledad. Les malades de la colonne française avaient été, comme l'autorisait cette convention, laissés dans les hôpitaux d'Orizaba. Des motifs d'ordre intérieur les firent

(1) Prince Bibesco, *Au Mexique.*

transporter d'un hôpital à un autre, et comme parmi eux se trouvaient un certain nombre de convalescents, ceux-ci traversèrent la ville à pied, en portant leurs armes à la main. Zaragoza vit, ou feignit de voir là une violation de la convention. Il écrivit au général de Lorencez une lettre assez raide, pour l'inviter à retirer les troupes qu'il avait laissées en arrière pour la garde d'Orizaba. Mieux informé le lendemain, il s'excusa, pour ainsi dire, auprès du médecin en chef de l'armée française, exprimant le désir que sa première lettre fût considérée comme non avenue. Mais le général de Lorencez n'avait garde de laisser se perdre l'occasion d'éviter un mouvement rétrograde, qui avait le double inconvénient de rendre ses opérations futures plus longues et plus difficiles, en même temps qu'il exposait ses troupes à tous les périls d'une concentration forcée dans la zone des terres chaudes. Il se décida à marcher immédiatement sur Orizaba, et notifia cette détermination aux commissaires français, en la motivant sur la nécessité de sauvegarder la sécurité de ses blessés, compromis par la fausse interprétation de Zaragoza.

« J'ai tout lieu de craindre, disait-il, que nos malades ne puissent plus compter sur la protection qui leur était assurée par la convention de la Soledad, et qu'ils ne soient considérés comme des otages, laissés avec trop de confiance aux mains de l'ennemi. Mon devoir est de marcher à leur secours sans perdre de temps, car il y aurait imprudence de ma part à les laisser exposés aux excès d'une armée indisciplinée et de chefs sans scrupules. J'ai donc l'honneur de vous informer qu'en vertu des pouvoirs militaires qui m'ont été confiés, je me mettrai, ce jour même, en marche sur Orizaba. Il ne me reste d'autres moyens de pourvoir à votre sûreté personnelle, que de vous inviter à vous joindre à l'armée dans le mouvement qu'elle va opérer. »

En même temps, un ordre du jour adressé aux troupes leur annonçait la résolution du général de Lorencez, motivée par les mêmes considérations. Il y eut, à cette nouvelle, dans la colonne française, un mouvement d'étonnement : le prétexte choisi par le général de Lorencez pour violer la convention était évidemment futile; d'un autre côté, les motifs qui l'y portaient étaient éminemment respectables. Car il agissait ainsi, moins pour occuper, avant le début des hostilités, une